



Distr.
LIMITEE
A/C.5/L.562
10 décembre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 50 de l'ordre du jour

COORDINATION, SUR LE PLAN ADMINISTRATIF ET BUDGETAIRE, DE L'ACTION
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DE CELLE DES INSTITUTIONS
SPECIALISEES

Projet de rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Raul QUIJANO (Argentine)

1. La Cinquième Commission a examiné, à sa 702ème séance, les rapports ci-après du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale (treizième session) : a) le trente-troisième rapport (A/4032), consacré aux budgets d'administration des institutions spécialisées pour 1959; b) le quatrième rapport (A/3861), consacré à la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'aviation civile internationale, en ce qui concerne notamment le fonctionnement du Programme élargi d'assistance technique; et c) le trentième rapport (A/4016), consacré au budget de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 1959.
2. Dès le début de la discussion, on a exprimé l'espoir que le Comité consultatif pourrait, à l'avenir, présenter ses rapports sur la coordination administrative et budgétaire beaucoup plus tôt au cours de la session. Les délégations n'ignoraient rien des difficultés auxquelles le Comité avait à faire face : son ordre du jour était extrêmement chargé et, en outre, il lui fallait entendre les représentants d'un grand nombre d'institutions. Néanmoins, les rapports du Comité consultatif sur une question aussi importante méritaient d'être examinés plus soigneusement qu'on ne pouvait le faire les derniers jours de la session. Cette considération vaudrait tout particulièrement pour le rapport d'ensemble que le Comité devait consacrer en 1959 à l'exécution du Programme élargi d'assistance technique par les institutions spécialisées.

3. On a également dit que le rôle de l'Assemblée générale en matière de coordination administrative et budgétaire pourrait à bon droit être interprété de façon plus large à l'avenir. Jusqu'à présent, la Cinquième Commission et le Comité consultatif avaient, par délégation, exercé les attributions que l'Article 17, paragraphe 3 de la Charte confiait à l'Assemblée générale. Or diverses délégations estimaient que l'Assemblée, la Commission et le Comité devraient entreprendre dans ce domaine des études beaucoup plus vastes. La série d'enquêtes que l'Assemblée générale avait été invitée à faire sur le fonctionnement du Programme élargi d'assistance technique constituait un utile précédent, encore que la portée de ces enquêtes se limitât à un seul aspect de la question, le degré d'intégration des programmes d'assistance technique et des programmes ordinaires.

4. On a à ce sujet évoqué la proposition soumise en 1958 à l'Assemblée mondiale de la santé et tendant à ce que l'OMS invite le Comité consultatif à étudier tous les deux ou trois ans les aspects administratifs de son projet de programme et de budget. En vertu d'un plan de ce genre, le Comité consultatif présenterait à l'organe délibérant de l'OMS (ou d'une autre institution spécialisée) un rapport que cet organe étudierait en même temps que son budget. Le Comité ne serait pas habilité à porter un jugement sur la valeur même des programmes, et l'institution intéressée serait entièrement libre d'accepter ou de rejeter les conclusions du Comité.

5. L'OMS avait ajourné sa décision sur la question pour permettre à l'Assemblée générale de l'ONU de donner son avis. Il fallait donc espérer que l'on ne perdrait pas de vue les responsabilités qui incombent formellement à l'Assemblée pour ce qui est de l'examen des budgets des institutions spécialisées.

Décision de la Cinquième Commission

6. Après examen des rapports du Comité consultatif, la Cinquième Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

/...

COORDINATION, SUR LE PLAN ADMINISTRATIF ET BUDGETAIRE, DE L'ACTION DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, DE CELLE DES INSTITUTIONS SPECIALISEES
ET DE CELLE DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

A

L'Assemblée générale

1. Prend acte du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatif aux budgets d'administration des institutions spécialisées pour 1959 (A/4032) et de son rapport spécial relatif à l'Organisation de l'aviation civile internationale (A/3861);
2. Appelle l'attention des institutions spécialisées sur les commentaires et les observations qui figurent dans le rapport du Comité consultatif relatif aux budgets des institutions spécialisées, ainsi que sur les opinions exprimées à la Cinquième Commission lors de la treizième session de l'Assemblée générale;
3. Appelle l'attention de l'Organisation de l'aviation civile internationale sur les observations et les suggestions qui figurent dans le rapport spécial du Comité consultatif relatif à cette organisation.

B

L'Assemblée générale

1. Prend acte du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/4016) relatif au budget de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour l'exercice 1959;
2. Appelle l'attention de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les observations et les suggestions qui figurent dans ce rapport ainsi que sur les opinions exprimées à la Cinquième Commission lors de la treizième session de l'Assemblée générale.
